

A propos de...

Adieu Schengen?

Ca y est, les forteresses remplacent l'Union. Le 7 juin, le conseil Justice et Affaires intérieures s'est mis d'accord sur une réorientation du dispositif Schengen, élargissant les possibilités de réintroduction de contrôles aux frontières intérieures.

En effet, alors qu'auparavant, le recours à une telle mesure temporaire supposait la menace d'une atteinte grave à l'ordre public, il suffirait désormais de «pressions migratoires» risquant de devenir incontrôlables. L'hypothèse rappelle l'origine du débat sur une modification de Schengen, lancé par Nicolas Sarkozy, à savoir le «conflit» franco-italien suivant l'afflux à Lampedusa de migrants profitant du printemps arabe pour rejoindre l'Europe. On ne peut qu'en déduire que, contrairement à ce que soutenaient de fa-

çon pathétique les adversaires d'une prétendue «Europe passoire», les flux migratoires ne constituaient absolument pas une menace pour l'ordre public.

Autre point notable, pour ne pas dire sidérant: la décision a été prise à l'unanimité. On ne pourra donc plus prétendre que le mal qui ronge l'Union est le seul diktat du couple franco-allemand.

Le gouvernement luxembourgeois notamment, qui se plaît à souligner son adhésion aux valeurs européennes, aura du mal à expliquer ce changement de cap. Certes, les exécutifs prétendent se limiter à une consolidation du dispositif Schengen afin d'en garantir la pérennité.

La réintroduction des contrôles demeurerait une mesure exceptionnelle, employée en dernier recours, pour ainsi dire, pour défendre l'Union contre l'en-

nemi extérieur, ces migrants qui ont le culot de vouloir prendre l'air et construire une vie meilleure. Les partisans d'un espace de libre circulation ne sont toutefois guère rassurés, d'une part du fait d'une incessante diabolisation de l'étranger, victime de l'incapacité des gouvernements à maîtriser la crise économique par un volontarisme solidaire, d'autre part par la fragmentation progressive de l'Union au détriment de ses citoyens.

Dans un contexte de perte de confiance et d'enthousiasme des Européens dans leurs institutions, il faudrait au contraire s'employer à incarner les valeurs fondamentales par une valorisation des acquis élémentaires, dont la libre circulation constitue sans aucun doute le noyau dur.

Pire encore, le Conseil a modifié la base légale du dispositif Schengen pour en exclure le Parlement européen. Si celui-ci a

réagi fermement en envisageant un recours devant la Cour de justice afin de récupérer la place qui lui est due dans le processus de codécision, les gouvernements se retranchent derrière une prétendue nécessité juridique. Ainsi, la commodité renforce une évolution vers une Europe des exécutifs, au mépris de la légitimité démocratique des parlementaires.

Loin d'être isolé dans sa révolte, le Parlement bénéficie du soutien de la commissaire Cécilia Malström, qui visait, elle, une reconfiguration du dispositif Schengen renforçant la garantie des droits fondamentaux et non des prérogatives étatiques. Il est indispensable de surmonter cette opposition entre institutions européennes et exécutifs nationaux, faute de quoi, l'on ne saurait s'étonner que l'Europe reste pour ses citoyens une construction élitiste et abstraite.

VERONIQUE BRUCK

«Aujourd'hui, il y a du soleil»

Interview de Claude Turmes, député européen

Claude Turmes, 51 ans, est l'un des six députés européens luxembourgeois. Élu une première fois sur la liste des Verts en 1999, il a été réélu en 2004 et 2009. En outre, il est président de la commission de l'énergie de la ville d'Esch-sur-Alzette et vice-président de l'ONG Eurofores qui s'intéresse au développement des énergies renouvelables en Europe.

«Quelle a été votre motivation pour vous inscrire au parti des Verts?»

Claude Turmes: «Je me suis inscrit très tard au parti des Verts, entre 24 et 25 ans. Tout a commencé, en fait, par un projet de la société Cegedel qui voulait construire une ligne à haute tension à Diekirch.

Comme j'étais contre cette idée, j'ai collecté des signatures de personnes qui partageaient mon avis. Mais comme c'est trop facile de dire non, il faut aussi proposer une alternative. Ceux qui voulaient signer la pétition devaient aussi acheter des ampoules à basse consommation. A partir de ce moment, j'ai commencé à militer pour les Verts.»

«Quelle est selon vous, l'énergie renouvelable la plus prometteuse en Europe pour l'instant?»

C. T.: «L'Europe investit beaucoup dans les éoliennes. On en construit déjà un grand nombre partout dans le monde, mais on pourra encore en construire des centaines voire des milliers en mer et les relier aux grandes villes d'Europe. L'Europe a la chance d'être en bordure de la mer du Nord qui

est une mer plate et peu profonde ce qui facilite l'installation d'éoliennes.»

«Quelle est, d'après vous, l'énergie renouvelable la plus rentable au Luxembourg?»

C. T.: «Les pales des éoliennes installées dans le Nord du pays tournent en générale à une hauteur de 120 à 130 mètres: là où il y a le plus de vent. Mais, il y a aussi l'énergie solaire photovoltaïque! Tiens, aujourd'hui, par exemple, il y a du soleil (il rit)! Il faut investir dans ces installations qui deviennent de moins en moins chères depuis que la Chine s'est lancée dans la fabrication de panneaux solaires.»

«Vous pensez donc que dans les prochaines années, les énergies renouvelables gagneront encore en importance?»

C. T.: «Aujourd'hui, on a 15% d'énergie verte utilisée au Luxembourg qui vient d'un mélange d'hy-

dro-énergie, de l'éolien et du solaire.

Le gouvernement européen incite les Vingt-Sept à investir dans les énergies renouvelables afin d'augmenter la consommation à 35% d'énergies vertes en 2020 et entre 60 et 75% en 2030.»

Exporter au Qatar

«Pensez-vous que la fermeture de Cattenom pourra s'effectuer bientôt?»

C. T.: «Ce qui est unique à Cattenom, c'est que cette centrale peut détruire un pays entier. Si Cattenom explosait, tout le Luxembourg devrait être évacué. Les socialistes français, alliés au parti Europe Ecologie - les Verts, ont prévu de fermer 25 centrales, dont, peut-être Cattenom, ce pourquoi je plaide au parlement à Strasbourg.»

«Que voulez-vous dire quand vous affirmez que "Le Luxembourg doit être parmi les gagnants d'un nouveau monde"?»

C. T.: «Le Luxembourg est archidépendant du gaz et du pétrole, comme beaucoup de grands pays du monde. Pour l'instant, le Luxembourg peut se permettre d'envoyer des chèques à Poutine, mais le Luxembourg doit devenir indépendant.

Il faut que notre industrie se développe au niveau des "néga-watts", donc l'électricité qu'on ne consomme pas. A Luxembourgville, la plupart des maisons ont été construites entre 1960 et 1970, or nous avons les moyens de les rénover et de les rendre plus écologiques. Il faut que les sociétés luxembourgeoises se lancent dans ce "business" et qu'elles l'exportent à l'étranger, pourquoi pas au Qatar (Il rit).»

«Comment les jeunes peuvent-ils s'engager aujourd'hui pour le développement durable?»

C. T.: «Il faut prendre des initiatives entre copains. Surtout qu'aujourd'hui, avec facebook, les gens peuvent communiquer par-

A la suite d'une conférence donnée par Claude Turmes lors de la journée «projet» réalisée dans le cadre du Projet d'établissement «Think global- Act local», le 26 mars à l'Athénée, un groupe d'élèves de la 4C2 a profité de l'occasion pour interviewer le député européen.

tout dans le monde, de Luxembourg jusqu'à Tokyo. Mais il y a aussi des organisations mondiales qui multiplient la force des jeunes telles que Greenpeace, le Mouvement écologique ou Amnesty International.»

«De nos jours, quel est le problème de la biomasse?»

C. T.: «Tout d'abord, avec l'accroissement de 7 à 9 milliards d'habitants d'ici 2030, la thématique de la biomasse est l'un des plus grands problèmes de ce siècle. Si ces 9 milliards de personnes se chauffent toutes au bois, dans quelques années, toutes les forêts seraient défrichées et l'on perdrait de grandes surfaces de biodiversité. Une des solutions serait de faire non seulement usage du tronc de l'arbre pour en faire des meubles, mais d'utiliser également les branches pour fabriquer des granulés de bois.»

«Que pensez-vous de la mobilité au Luxembourg?»

C. T.: «Le carsharing pourrait être très efficace au Luxembourg. Même les Luxembourgeois habitant dans de petits villages pourraient en profiter.

Pour aller au travail, on peut prendre le bus qui vient une ou deux fois par heure. S'il y a un problème avec les enfants durant la journée, les parents peuvent utiliser les voitures du carsharing pour rentrer à la maison.

Les autres problèmes, au Grand-Duché, concernent les discussions autour d'un vrai transport en commun, fonctionnel et écologique, comme le tram.

Je ne comprends pas pourquoi au Luxembourg, il a fallu attendre 25 ans pour réaliser un tram, alors que dans des villes françaises, il n'a fallu que 2 à 3 ans avant que de telles installations soient construites.

Merci pour cette interview!»

PROPOS RECUEILLIS PAR YANNICK BOUCHOMS, DANIEL DAHAN, PHILIP VON LEIPZIG ET NATHALIE SUNNEN



Claude Turmes, à l'Athénée de Luxembourg